

FRANCE MAYOTTE

Edition FMM N°3646 du mardi 22 septembre 2026

MATIN



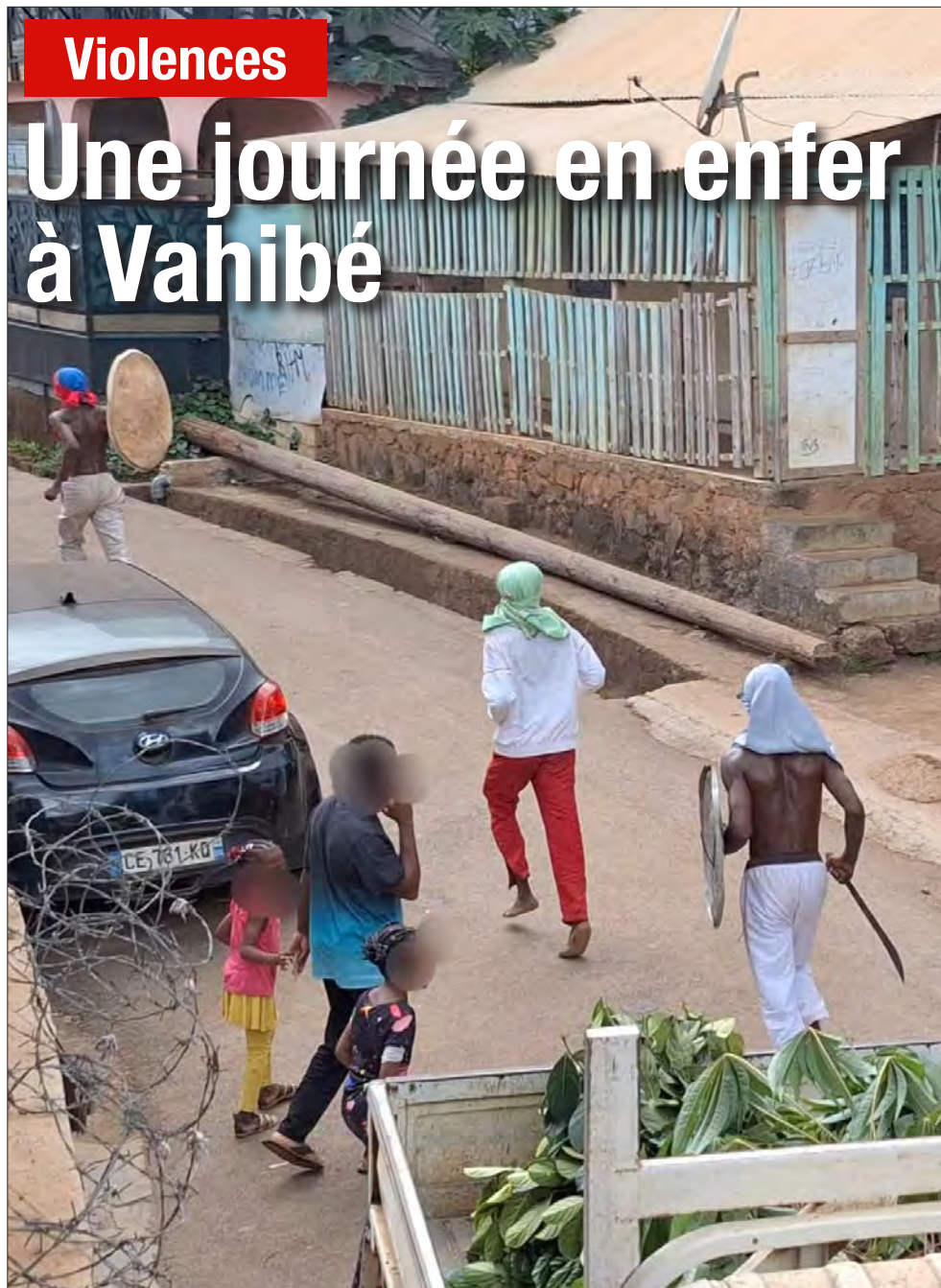
Saison des pluies

La CADEMA cure ses ravines et autres caniveaux



Violences

Une journée en enfer à Vahibé



Finances

Un trou colossal dans le budget à Mtsamboro

L'INFO KWEZI Nouveau site internet, même mission



L'actu vérifiée
les visages,
les événements,
les débats

Toute l'info
mahoraise
en continu et
partout 24h/24

KTV 24h/24
Direct TV
Tous les replays

Mayotte connectée
à son actu

Vivez Mayotte comme jamais !

infokwezi.fr

Ensemble, agissons pour notre île.

Chez STAR Mayotte, notre raison d'être
est de protéger l'environnement
et d'améliorer la qualité de vie.

Nous croyons que l'économie circulaire est un levier important pour y parvenir.
Depuis 2003, nous offrons des solutions pour une gestion responsable et durable des déchets
sur l'île de Mayotte, en privilégiant le tri, la valorisation et le traitement des déchets,
et en travaillant en partenariat avec des éco-organismes locaux pour valoriser les déchets.
Nous sommes fiers de contribuer au maintien de la propreté de Mayotte.



votre partenaire pour une gestion
responsable des déchets

Le rectorat coordonne la bataille des fondamentaux

SOCLE DE COMPÉTENCES : À MAYOTTE, LE NOUVEAU CONSEIL ENTEND ACCÉLÉRER LES EXPÉRIMENTATIONS POUR VOIR PROGRESSER LES ÉLÈVES

Éducation

Lire, écrire, compter et raisonner : l'académie de Mayotte installe un conseil chargé de mieux coordonner l'enseignement des savoirs fondamentaux. Cette nouvelle instance doit analyser les évaluations, rapprocher les pratiques et adapter les réponses au contexte plurilingue afin de faire progresser chaque élève, de la maternelle au lycée dès 2026

Faire de la maîtrise des savoirs fondamentaux une politique cohérente de la maternelle au lycée : c'est la mission confiée au Conseil académique des savoirs fondamentaux, installé à Mayotte sous la présidence de la rectrice Valérie Debuchy. Cette nouvelle instance, appelée CASF, rassemble des représentants des premier et second degrés, de la formation, de l'enseignement supérieur, de l'école inclusive et de l'expertise pédagogique. Son rôle est de mettre en réseau des compétences réparties entre plusieurs services, de favoriser le partage des pratiques et de mesurer les effets des actions conduites dans les classes.

Le conseil s'appuiera sur les résultats des évalua-



tions et sur le tableau de bord académique. L'objectif consiste à identifier précisément les difficultés rencontrées par les élèves, à suivre leur évolution et à concentrer les moyens sur les apprentissages les plus fragiles. Lire avec aisance, comprendre un texte, écrire, compter, raisonner et résoudre un problème ne relèvent pas uniquement de l'école primaire : ces compétences doivent être consolidées pendant toute la scolarité.

Trois chantiers ont été retenus pour l'année 2026-2027. Le premier concerne directement les apprentissages fondamentaux, avec une priorité donnée au raisonnement mathématique et à la résolution de problèmes, désignés comme grande cause académique. Il ne s'agit plus seulement de

savoir effectuer un calcul, mais de comprendre une situation, de choisir une méthode et de construire un raisonnement.

Le deuxième axe porte sur l'accompagnement de proximité. Les réponses devront être adaptées à la réalité de chaque école et de chaque établissement. À Mayotte, cela suppose de prendre en compte le plurilinguisme. Le shimaoré, le kibushi ou d'autres langues constituent le premier environnement linguistique de nombreux enfants, tandis que le français demeure la langue de l'enseignement. Le CASF devra aider les équipes à organiser cet apprentissage sans assimiler systématiquement plurilinguisme et difficulté scolaire.

La continuité entre l'école et le collège ainsi que la formation des enseignants

au sein des établissements font aussi partie des priorités. Le troisième chantier vise à « faire territoire » autour de l'école, en associant les collectivités, les familles et les partenaires institutionnels dans le cadre de l'Observatoire des dynamiques territoriales.

Ces orientations doivent désormais nourrir le futur projet académique. Le CASF sera surtout attendu sur sa capacité à transformer les diagnostics en outils concrets pour les enseignants et en progrès mesurables pour les élèves. Car la réussite de cette nouvelle organisation ne se jugera pas au nombre de réunions organisées, mais dans les classes et dans le parcours de chaque enfant.

Anne-Constance Onghéna



Vahibé coupé du monde dans un climat de peur

VIOLENCE : BARRICADES EN FEU, HABITANTS EN FUITE ET ROUTE FERMÉE : VAHIBÉ BASCULE DANS UNE SITUATION EXTRÊMEMENT CONFUSE ET DANGEREUSE

Sécurité

Barricades incendiées, végétation en feu, route fermée et habitants fuyant par la forêt : Vahibé connaît une nouvelle journée de violences. Une opération conjointe de police et de gendarmerie se poursuit après plusieurs agressions. La circulation ne devrait pas reprendre avant la fin de journée, sans aucune garantie à ce stade. La peur gagne aussi

La situation demeure extrêmement confuse ce lundi à Vahibé, où une importante opération conjointe de la police et de la gendarmerie est en cours. La route départementale longeant le village reste totalement interdite à la circulation. À l'heure où sont écrites ces lignes, sa réouverture n'est pas envisagée avant, au mieux, la fin de la journée. Même cette échéance reste toutefois incertaine et dépendra de l'évolution des affrontements.

Depuis 9 heures, des détonations sont régulièrement entendues dans le secteur. Des groupes de dakous ont installé plusieurs barricades sur la chaussée avant d'y mettre le feu. Les flammes se sont propagées à la végétation avoisinante, compliquant encore davantage l'intervention des forces de l'ordre. Les accès à Vahibé sont bloqués en amont. Les automobilistes sont contraints de faire



demi-tour à la sortie de Miréréni, en direction du village, ainsi qu'au niveau du rond-point du collège de Passamaïnty. Aucun véhicule ne peut actuellement traverser la zone. L'opération a été déclenchée après la violente agression commise dans la nuit de dimanche à lundi. Deux personnes qui regagnaient leur domicile vers 2 heures du matin ont été sévèrement blessées et prises en charge par le Samu. L'une des victimes serait surveillant pénitentiaire. Dimanche, dans la même rue, des individus auraient également tenté de s'en prendre à la famille d'un policier. Ces faits s'ajoutent à une succession d'attaques enregistrées depuis jeudi dernier contre les forces de l'ordre circulant dans le secteur. Une voiture de police avait notamment été visée par des barres



de fer alors que les fonctionnaires revenaient d'une opération de lutte contre l'immigration clandestine menée avec la gendarmerie. Les caillassages contre les véhicules de police sont devenus récurrents. Un couple avait également été braqué sur un barrage par des individus munis de machettes et d'une arme de poing.

La peur gagne désormais la population du bidonville de Vahibé. Habituellement peu inquiétés lors des mouvements menés par les dakous, certains habitants redoutent cette fois d'être directement pris pour cible. Plusieurs personnes auraient préféré quitter précipitamment le village en passant par la forêt afin d'échapper aux violences et au

blocage des routes. À ce stade, personne ne peut prévoir la durée de l'opération ni l'évolution de la situation. Les forces de l'ordre restent mobilisées, les barricades continuent de brûler et la population est restée prise au piège d'un secteur devenu inaccessible. Les accès ont été rouverts vers 16h, les habitants sont excédés du climat d'insécurité permanent. Les uns et les autres prennent progressivement la mesure de la taille du bidonville qui a plus que grossi depuis le cyclone, désormais, il encercle le village, à l'heure des assises de la sécurité, la réflexion s'impose de manière criante.

Anne-Constance Onghéna



Le lycée du Nord s'enfonce dans la confusion

GRÈVE : À PEINE 30 ÉLÈVES ACCUEILLIS SUR 2 100, LE LYCÉE DU NORD RESTE PARALYSÉ, TANDIS QUE PARENTS ET GRÉVISTES SE DIVISENT



La confusion a dominé ce lundi matin devant le lycée du Nord, à M'Tsangadoua. Tandis que les grévistes appelaient à poursuivre le mouvement, quelques

parents et enseignants non grévistes ont permis l'ouverture de l'établissement. Une trentaine d'élèves seulement se sont présentés sur les 2 100 inscrits et aucun

cours n'a finalement eu lieu encore

Une ouverture sans reprise des cours et une communauté éducative désormais divisée : la confusion régnait ce lundi matin devant le lycée du Nord, à M'Tsangadoua. Les personnels grévistes avaient appelé les parents d'élèves et les membres du collectif à se rassembler devant l'établissement afin d'annoncer la poursuite du mouvement. Quelques autocars ont néanmoins circulé et déposé une poignée de lycéens. Selon les témoignages recueillis sur place, une trentaine d'élèves seulement se seraient présentés, alors que l'établissement en accueille habituellement plus de 2 100. Plusieurs enseignants déclarés non grévistes ont également pu entrer dans l'enceinte du lycée. Cet accès a été rendu possible avec l'appui de certains parents qui souhaitent désormais la réouverture de l'établissement et la reprise des enseignements. Leur position a provoqué la colère d'une partie des grévistes, toujours mobilisés devant les grilles. Des échanges tendus ont opposé les deux camps, sans toutefois permettre de débloquer la situation. Pour les personnels et pa-

rents engagés dans le mouvement, accepter la reprise reviendrait à abandonner les revendications portant sur les conditions d'accueil et d'apprentissage des enfants. Ils dénoncent toujours le nombre insuffisant de sanitaires, qui oblige parfois les élèves à attendre durant les récréations sans pouvoir accéder aux toilettes. Ils réclament également une véritable solution de restauration scolaire pour éviter que les lycéens soient contraints de sortir de l'établissement à l'heure du déjeuner.

Le maintien d'un maximum de 25 élèves par classe demeure un autre point de blocage. Les grévistes considèrent cet effectif comme indispensable pour garantir des conditions pédagogiques acceptables dans un lycée déjà confronté à une forte pression démographique et à un manque de locaux.

Malgré les avancées du jour, l'établissement reste donc paralysé et aucune issue immédiate ne semble se dessiner. Les négociations engagées avec le rectorat n'ont toujours pas abouti à un accord susceptible de permettre une levée du mouvement.

Anne-Constance Onghéna


L'INFO KWEZI



0€/mois à vie !

www.linfolkwezi.fr

@MayShopCrea

Quatre jours pour parler sécurité à Mayotte

ASSISES : QUATRE JOURS DE DÉBATS POUR TENTER D'APPORTER DES RÉPONSES CONCRÈTES AUX VIOLENCES QUI MINENT LE QUOTIDIEN DES MAHORAI

Politique

Six ans après leur première édition, les Assises de la sécurité et de la citoyenneté ont débuté ce lundi à Mayotte, alors que Vahibé connaissait, au même moment, une nouvelle journée de violences. Jusqu'à jeudi, quatre jours d'échanges et d'actions sont prévus autour des enjeux de sécurité du territoire

Après une randonnée citoyenne dans les hauteurs de Mamoudzou, un temps d'échange consacré à la prévention de la délinquance à l'échelle intercommunale s'est tenu à M'tsapéré. L'après-midi, un premier atelier devait permettre de travailler sur la coordination opérationnelle face aux conflits intervillages et



aux enjeux de sécurité du quotidien. L'idée était notamment de partager les expériences entre les différents territoires et de renforcer la coordination des acteurs face à des

problématiques qui dépassent souvent les limites d'une seule commune.

Dès ce mardi, les débats entreront davantage dans le quotidien des Mahorais. Jeunesse, civilité, droit au séjour, éclairage des quartiers ou encore conséquences de l'insécurité sur l'activité économique seront au cœur des échanges. Les habitants seront également directement associés, notamment lors d'un parcours à M'tsapéré destiné à identifier, sur le terrain, les difficultés et les solutions possibles. Aux abords du lycée des Lumières, une action doit aussi sensibiliser les jeunes à la propreté, à la civilité et au respect du cadre de vie. L'après-midi, un atelier sera consacré à l'aménagement du territoire et aux acteurs économiques.

La suite des Assises élargira encore la réflexion à la famille et à la prévention. Mercredi, la responsabilité parentale, l'autorité et la coéducation seront notamment abordées, avec également des temps d'échange entre adolescents et parents. Une représentation théâtrale destinée aux jeunes est prévue au collège Halidi-Seleman. Un tournoi de futsal réunira même des jeunes, des forces de

sécurité, des institutions et des associations, avec l'objectif de créer du lien entre des publics qui se rencontrent habituellement dans des contextes bien différents.

L'enjeu sera ensuite de savoir ce qui ressortira concrètement de ces quatre jours. Jeudi matin, les conclusions des ateliers et les résultats des enquêtes seront présentés lors d'une séance plénière. Les Assises quitteront ensuite l'hémicycle avec un village citoyen organisé place de la République. Des stands thématiques, du théâtre de prévention, des animations et des démonstrations proposées par les acteurs de la sécurité et du secours sont annoncés. Les prix MAY'ACT viendront enfin clôturer cette deuxième édition, avec une cérémonie consacrée aux initiatives citoyennes.

Ces Assises ont débuté dans un contexte particulièrement tendu. Lundi, alors que la sécurité était au cœur des échanges, Vahibé connaissait de violents affrontements. Barages, incendies, jets de projectiles et jeunes armés de machettes ont rythmé la journée, rappelant l'urgence des enjeux abordés.

Anthony Maltret

ARRIVAGE

de boîtes à gâteau

- PLUSIEURS DIMENSIONS
- PLUSIEURS FORMES
- PLUSIEURS COLORIS

Idéal pour toutes vos occasions : anniversaires, mariages, fêtes et bien plus !

AUDIM
AUSTRAL DISTRIBUTION MAYOTTE

DISPONIBLES MAINTENANT DANS VOTRE MAGASIN

Kaweni - Face à Sodifram, Mamoudzou, Mayotte
Tél : 02 69 62 04 51 / 06 39 69 75 74
Ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, et le samedi de 9h00 à 14h00.

LR dévoile son pacte présidentiel pour Mayotte

PRÉSIDENTIELLE : LES LR DE MAYOTTE VEULENT INSCRIRE LES PRIORITÉS DU TERRITOIRE DANS LE PROJET NATIONAL DE BRUNO RETAILLEAU

Politique

Les Républicains de Mayotte ont présenté ce lundi leur Pacte présidentiel 2027-2032, en présence de Pierre Danon, cadre national du parti. Sécurité, immigration, jeunesse, infrastructures ou économie : dix engagements sont proposés pour intégrer les priorités mahoraises au projet de Bruno Retailleau

Ce lundi, Les Républicains de Mayotte ont présenté leur « Pacte présidentiel 2027-2032 pour Mayotte », en présence de Pierre Danon, cadre national du parti. Le document est le fruit d'un travail mené par l'équipe LR de Mayotte, composée notamment de Zamimou Ahamadi, présidente du comité de campagne, Adrachi Velou, directeur de campagne, Fardat Durand, responsable de la communication, Ambdilwahedou Soumaila, coordinateur national, Zouhourya Mouayad Ben, membre du comité des femmes, Zoubair Ben Jacques Alonzo, qui a participé à la rédaction du pacte, ainsi que Ben Issa Ousseni, chargé des élus. Le pacte s'articule d'abord



autour de trois ambitions : « protéger, transformer et rayonner ». Les Républicains veulent agir sur la sécurité, l'immigration et les services publics, investir dans l'éducation, la santé, le logement et les infrastructures, mais aussi renforcer la place de Mayotte dans le canal du Mozambique. Quatre grands défis sont identifiés : démographique, républicain, économique et social, ainsi que stratégique. Pierre Danon a, de son côté, présenté les grandes orientations nationales du projet de Bruno Retailleau, résumées autour de « l'ordre, la prospérité et la fierté ». Il a notamment défendu une réforme

constitutionnelle pour agir sur l'immigration et la sécurité, évoquant la fin du droit du sol à l'échelle nationale, le rétablissement du délit de séjour irrégulier, un abaissement de l'âge de la majorité pénale et l'exécution des courtes peines de prison. Sur l'éducation, il a insisté sur l'apprentissage et l'insertion professionnelle, avec l'objectif affiché de conduire davantage de jeunes vers l'emploi. A Mayotte, ces orientations sont déclinées en dix engagements. Parmi eux figurent une deuxième prison, une cité judiciaire, le renforcement des moyens maritimes, une base navale permanente, la convergence so-

ciale, la fin des rotations scolaires, une université des métiers, un nouvel aéroport doté d'une piste longue ou encore la modernisation du port de Longoni.

Le pacte représente 5,36 milliards d'euros, dont 3,76 milliards présentés comme étant déjà programmés et 1,6 milliard de nouveaux engagements. Derrière ces propositions, la fédération résume son objectif par un message politique : « Faire de Mayotte non plus un territoire en rattrapage permanent, mais un territoire de production, d'innovation, de sécurité et de rayonnement. »

Anthony Maltret

Le rugby mahorais forme ses arbitres pour accompagner le développement de la discipline sur l'île

À Mayotte, le rugby reste plus discret que d'autres sports collectifs bien implantés sur le territoire, comme le football, le basket ou le handball. Le Comité territorial de rugby cherche pourtant à développer la discipline sur l'île, et cela passe aussi par la formation de ceux qui font respecter les règles sur le terrain : les arbitres.

Une journée de formation destinée aux arbitres en cours d'apprentissage a ainsi été organisée par le Comité territorial de rugby de Mayotte. Plusieurs thèmes liés à l'arbitrage ont été abordés, avec des temps consacrés aux questions des participants et aux situations qu'ils peuvent rencontrer pendant les rencontres. L'objectif est de

renforcer leurs connaissances, mais également de leur permettre de mieux comprendre leur rôle et de gagner progressivement en assurance sur le terrain.

Cette démarche doit accompagner le développement du rugby mahorais. Former davantage d'arbitres et améliorer leur niveau permet, en effet, d'encadrer les rencontres dans de meilleures conditions, mais aussi de structurer les compétitions locales. « C'est grâce à la formation, au partage d'expériences et à la transmission que nous perfectionnerons les arbitres de demain », souligne le Comité territorial.

À Mayotte, le rugby reste discret, mais cherche à gagner en visibilité. La dis-



cipline peut s'appuyer sur la forte culture française du rugby et sur ses champions. La formation des arbitres doit ainsi contribuer à développer sa pratique sur l'île.

CHIRONGUI POROPO

3^{ème} Édition

AGISSONS ENSEMBLE POUR UN
CADRE DE VIE PLUS PROPRE

OBJECTIFS

- SENSIBILISER
- NETTOYER
- TRIER

LIEUX DE RASSEMBLEMENT

- . Tsimkoura : École maternelle
- . Chirongui : Terrain de Foot
- . Mramadoudou : Place en face de MFC
- . Malamani : Terrain de Foot
- . Mirereni bé : Maison Bleu
- . Mirereni kely : Banga Ména
- . Poroani : Banga Ména



26 SEPT 2026
DE 6H À 12H



Social

36 logements pour les femmes victimes de violences

PROTECTION : LA DEETS LANCE UN AMI POUR CRÉER 36 PLACES SUPPLÉMENTAIRES DESTINÉES AUX FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

La mise à l'abri des femmes victimes de violences doit gagner en capacité à Mayotte. La DEETS vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour créer 36 nouvelles places de logement temporaire destinées aux victimes et à leurs enfants. Une réponse à des besoins importants, qui devra toutefois se traduire concrètement sur le terrain

Le dispositif doit permettre de presque doubler l'offre existante. Mayotte compte actuellement 39 places d'hébergement et de logement ouvertes à ce public. Avec les 36 nouvelles places, la capacité doit atteindre 75. Les logements seront proposés en diffus auprès



de bailleurs publics ou privés, avec une attention particulière portée à la sécurité et à la confidentialité des lieux. Les candidatures doivent être déposées avant le 7 oc-

tobre, pour une sélection prévue quelques jours plus tard.

L'enjeu ne se limite pas à fournir un toit. Les structures retenues devront assurer un accompagnement permettant aux femmes de retrouver progressivement leur autonomie. Le cahier des charges prévoit notamment une prise en charge sociale adaptée, tenant compte de la santé, des enfants exposés aux violences, mais aussi de l'accès ou du retour à un logement durable. Les nouvelles places seront financées par l'allocation de logement temporaire (ALT1), tandis que le FNAVDL doit notamment soutenir l'accompagnement social.

Cet appel s'inscrit dans une pratique désormais régulière à Mayotte. L'État, le Département et les collectivités lancent chaque année différents appels à projets ou à manifestations d'intérêt dans les domaines du logement, de la solidarité ou encore de la cohésion sociale. En 2025, la DEETS avait, par exemple, lancé un dispositif visant à créer 150 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile. Le lien de l'appel à manifestation d'intérêt :

<https://mayotte.deets.go>

uv.fr/Appel-a-manifestation-d-interet-pour-la-creation-de-nuitées-d-hebergement

Mais entre la sélection d'un projet et sa réalisation, le chemin peut être long. À Mayotte, des associations retenues peuvent se retrouver freinées par deux difficultés majeures : disposer de foncier ou de locaux adaptés et sécuriser les financements nécessaires. Dans le cas présent, la location de logements auprès de bailleurs publics ou privés permet d'éviter en partie la construction de nouvelles structures.

La multiplication des appels à projets pose ainsi la question de leur concrétisation. Désigner un porteur ne suffit pas si celui-ci se retrouve ensuite bloqué pendant des mois, faute de locaux ou de moyens financiers suffisants. Un accompagnement plus poussé des pouvoirs publics sur ces deux aspects permettrait de sécuriser les projets en amont et d'augmenter leurs chances d'aboutir. Dans un territoire où les besoins sociaux restent importants, l'enjeu est que les dispositifs annoncés puissent réellement ouvrir et bénéficier à la population.

Anthony Maltret

Les dépôts de chantier dans le viseur à Pamandzi

VOIE PUBLIQUE : UNE PRATIQUE RÉPANDUE À MAYOTTE QUE LA COMMUNE DE PAMANDZI ENTEND DÉSORMAIS SANCTIONNER D'AVANTAGE

À Pamandzi, la municipalité renforce les contrôles contre les dépôts de matériaux sur la voie publique. Comme ailleurs à Mayotte, du gravier, du sable ou des parpaings sont régulièrement déchargés sur les routes à proximité des chantiers, au risque de gêner la circulation et de mettre en danger les usagers.

À Pamandzi, la municipalité veut mettre fin aux dépôts de matériaux de chantier sur la voie publique. Des contrôles sont désormais menés par les agents de surveillance de la voie publique (ASVP), chargés notamment de repérer les gravats, le sable, les parpaings ou encore le gravier laissés sur la chaussée sans autorisation.

Ces dépôts sont loin d'être propres à Pamandzi. À Mayotte, il est fréquent de voir des matériaux destinés à des travaux déchargés directement devant une habitation ou à proximité d'un chantier. Des camions et d'autres véhicules de livraison déposent parfois du sable, du gravier, du ciment ou des parpaings sur la route, où ils peuvent rester plusieurs heures, voire plusieurs jours. Une pratique qui réduit la largeur de la chaussée et peut contraindre les automobilistes à se déporter. À Pamandzi, la mairie a décidé de renforcer les contrôles. Lors d'une tournée, les ASVP ont notamment constaté la présence d'un important tas de gravier empiétant sur la chaussée. Au-delà de la



gêne occasionnée pour les véhicules, ces obstacles peuvent également représenter un risque pour les piétons, notamment les enfants, lorsqu'ils les obligent à contourner les matériaux en marchant sur la route.

La commune rappelle que le dépôt de matériaux sur la voie publique ne peut pas être effectué librement. Une autorisation est nécessaire et, lorsqu'une occupation est permise, le dépôt doit être correctement signalé et sécurisé.

Les contrevenants s'exposent à une verbalisation ainsi qu'à l'enlèvement des matériaux à leurs frais. Après une première phase axée sur la sensibilisation, la municipalité annonce vouloir désormais faire preuve de davantage de fermeté. Les ASVP doivent poursuivre leurs contrôles dans les différents secteurs de Pamandzi afin de libérer les voies de circulation et de limiter les situations dangereuses.

Anthony Maltret

À vous de placer les curseurs

Votre complémentaire santé personnalisée

Optique

Une paire de lunettes progressives, de nouvelles couronnes dentaires... À la retraite, votre santé évolue. C'est pourquoi, avec la complémentaire santé Groupama, chaque module peut être ajusté indépendamment au niveau de protection qui vous convient.

Rendez-vous en agence avec votre conseiller pour créer la formule adaptée à vos besoins et à votre budget.

Plus d'informations sur [groupama.fr](https://www.groupama.fr).

Groupama
Toujours là pour moi

Vos agences Groupama de Mayotte :

KAWENI : 0269 63 00 10 - COMBANI : 0269 63 00 11 - DZAUDZI : 0269 63 00 12

Appel non surtaxé. - Groupama Océan Indien - Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles de l'Océan Indien - 7 rue André Lardy CS 41035 97833 Sainte-Marie - 314 635 319 RCS Saint-Denis | Entreprise régie par le code des assurances | Document et visuel non contractuels | Réf. Com FA/2026 | Crédit photo : Selim Djegham | Création : Agence Marcel | Septembre 2026.

M'Tsamboro doit trouver 2,37 millions d'euros

FINANCES : À M'TSAMBORO, 2,37 MILLIONS D'EUROS MANQUENT AU BUDGET 2026 : LA NOUVELLE ÉQUIPE DOIT MAINTENANT SOLDER L'ANCIENNE GESTION

Vie locale

Le nouveau conseil municipal de M'Tsamboro découvre une section de fonctionnement déficitaire de 2,37 millions d'euros. Budget primitif jugé insincère, masse salariale en hausse et charges obligatoires oubliées : selon la nouvelle majorité, l'ardoise laissée par l'équipe sortante menace désormais les salaires et les services publics communaux

La situation financière de M'Tsamboro est-elle plus grave qu'annoncé lors du vote du budget primitif ? Les documents présentés au conseil municipal du 4 septembre dressent un constat préoccupant : 2,37 millions d'euros manquent pour couvrir les dépenses réelles de fonctionnement de la commune en 2026. Selon le rapport de la nouvelle municipalité, le budget voté avant son arrivée aurait sous-évalué plusieurs postes essentiels. Les dépenses de fonctionnement devraient atteindre 13,09 millions d'euros, contre 10,73 millions de recettes. Le budget primitif les avait pourtant limitées à 10,46 millions, donnant l'apparence d'un équilibre aujourd'hui qualifié d'« insincère » par la nouvelle équipe. L'ardoise provient princi-



palement des autres charges de gestion courante. Ce chapitre nécessite 2,20 millions d'euros supplémentaires et concentre 93 % des crédits manquants. La commune doit notamment inscrire 1,07 million d'euros d'attributions de compensation dues à la Communauté d'agglomération du Grand Nord pour 2025 et 2026, ainsi qu'un reliquat de 109 363 euros destiné au SDIS.

La caisse des écoles cristallise également les inquiétudes. La commune doit lui verser chaque année 2,34 millions d'euros pour financer notamment les rémunérations de 41 agents exerçant les fonctions d'ATSEM. Or seulement 1,5 million avait été prévu au budget primitif.

Il manque donc 840 000 euros pour assurer les salaires jusqu'à la fin de l'année.

La masse salariale communale atteint désormais 6,48 millions d'euros. Le rapport attribue cette progression à des recrutements permanents réalisés sous la précédente mandature, jugés supérieurs aux besoins des services, mais aussi aux évolutions de carrière et aux revalorisations salariales. Entre 2022 et 2026, l'augmentation cumulée des charges de personnel est évaluée à 2,46 millions d'euros. Pour rétablir la réalité des comptes, le conseil municipal a adopté un budget supplémentaire ajoutant 2,64 millions d'euros de dépenses, mais seulement 272 090 euros de

recettes en fonctionnement. Le déficit demeure donc fixé à 2,37 millions d'euros. La délibération a été approuvée par 23 élus, contre deux.

La nouvelle majorité hérite ainsi d'une équation particulièrement difficile : payer les salaires et les charges obligatoires, maintenir les services publics et poursuivre les investissements tout en recherchant plus de deux millions d'euros. Elle envisage désormais la saisine de la chambre régionale des comptes. Reste à déterminer comment l'ardoise sera comblée et quelles économies devront être imposées aux services ou aux habitants.

Anne-Constance Onghéna

À Bandraboua, la mosquée défie l'arrêté municipal

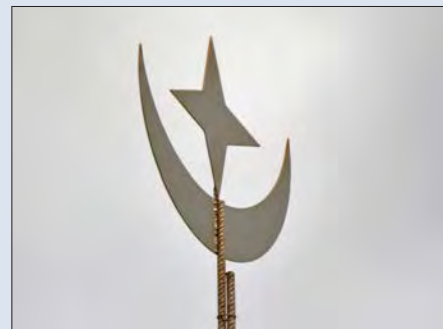
La situation est pour le moins surréaliste à Bandraboua. Vendredi 19 septembre, vers 9 heures, des responsables de la mosquée du vendredi ont engagé des travaux d'agrandissement du bâtiment malgré un arrêté municipal les interdisant.

Le chantier prévoit notamment une emprise sur la voie publique. Au-delà de la question de l'urbanisme et de l'utilisation du domaine public, cette initiative pose celle du respect d'une décision prise par l'autorité municipale. Un arrêté ne constitue ni une recommandation ni une simple invitation à différer des travaux : il s'impose tant

qu'il n'a pas été retiré, suspendu ou annulé par la juridiction administrative.

Dans une République laïque, les autorités religieuses sont soumises aux mêmes règles que les particuliers, les entreprises et les institutions. Aucune fonction spirituelle ne permet de s'affranchir des décisions prises au nom de l'intérêt général.

Lorsque des responsables religieux décident malgré tout d'engager un chantier expressément interdit, ils ne défient pas seulement la mairie : ils défient l'autorité de la République. La commune devra désormais faire respecter



son arrêté et déterminer les suites administratives ou judiciaires à donner à ces travaux.

L'État détruit des charbonnières à Bandraboua

SÉCURITÉ : CINQ CHARBONNIÈRES DÉTRUITES ET PRÈS DE 225 M³ SAISIS EN 2026, L'ÉTAT ACCENTUE LA LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION À MAYOTTE

À Bandraboua, une charbonnière illégale a été détruite par les services de l'État, avec l'appui de la gendarmerie. Plus de 7,5 m³ de charbon destiné à la revente ont été saisis. Il s'agit de la cinquième installation démantelée depuis janvier, portant à près de 225 m³ le volume détruit à Mayotte en 2026. Une action pour protéger la forêt mahoraise

Une nouvelle charbonnière clandestine a été démantelée dans la commune de Bandraboua. L'opération, menée lundi 14 septembre par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt avec l'appui de la gendarmerie nationale, a permis de saisir puis de détruire plus de 7,5 m³ de charbon de bois produit illégalement et destiné à la revente locale. Cette intervention porte à cinq le nombre de char-

bonnières illégales détruites depuis le début de l'année à Mayotte. Le volume cumulé atteint désormais près de 225 m³ de charbon. Un chiffre qui illustre l'importance d'une activité clandestine directement alimentée par l'abattage d'arbres et le défrichement des espaces naturels.

La fabrication du charbon nécessite en effet de grandes quantités de bois, lentement transformées par combustion. Lorsqu'elle s'effectue en dehors de tout contrôle, elle contribue à la disparition du couvert forestier, fragilise les sols et favorise leur érosion. La forêt joue pourtant un rôle majeur dans le maintien des terres, la circulation de l'eau et la protection de la biodiversité mahoraise.

Les opérations sont conduites dans le cadre du Comité opérationnel départemental anti-



fraude. Ce dispositif coordonne les services administratifs et les forces de l'ordre pour intervenir dans les secteurs soumis à de fortes pressions : charbonnage clandestin, défrichements, cultures irrégulières ou occupations illicites des espaces forestiers.

La préfecture rappelle que la production de charbon de bois est soumise à une réglementation. Les activités exercées illégalement peuvent entraîner des constats d'infraction, des poursuites ainsi que la destruction des installations et des marchandises.

Au-delà des saisies, le défi reste néanmoins considérable. Les cinq sites détruits en neuf mois montrent que le charbonnage clandestin demeure actif et rentable. La multiplication des contrôles devra donc s'accompagner d'une surveillance durable des zones sensibles afin d'éviter la réinstallation des exploitants après le départ des forces de l'ordre. À Mayotte, protéger la forêt revient aussi à préserver les sols et une ressource en eau déjà fragile.

Anne-Constance Onghéna

Un élève échappe de peu à un lynchage



Une vidéo particulièrement inquiétante a envahi les réseaux sociaux hier matin à partir de 9 heures. Les images montrent le début du lynchage d'un élève par plusieurs autres jeunes, à l'extérieur du lycée de Petite-Terre.

Le garçon se trouve au sol tandis que ses agresseurs lui portent de violents coups. Il ne doit son salut qu'à l'intervention rapide des équipes mobiles de sécurité de l'établissement. Alertés, les agents ont couru à son secours, sont parvenus à l'extraire du groupe puis l'ont ramené à l'intérieur du lycée afin de le mettre en sécurité et de lui prodiguer les premiers soins. Sur la vidéo, la victime apparaît particulièrement traumatisée. Le

jeune garçon est visiblement sous le choc, autant en raison de la violence des coups reçus que de la peur ressentie au moment de l'agression.

Le rectorat confirme que des élèves du lycée sont impliqués dans cette très triste affaire. Des procédures disciplinaires ont été engagées et des sanctions doivent être prononcées à la hauteur de la gravité des faits. L'enquête de gendarmerie devra également permettre d'identifier précisément chacun des participants et d'établir les responsabilités.

Cette agression provoque une vive inquiétude dans un établissement qui ne s'était pas récemment signalé par un épisode de violence d'une telle intensité. Sans l'intervention immédiate des EMS, les conséquences auraient pu être dramatiques. La diffusion massive de la vidéo ajoute désormais à l'agression physique une exposition particulièrement éprouvante pour la victime.

FRANCE MAYOTTE
JOURNAL QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALE - 97600 - DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Gérant et directeur de publication : Patrick Millan

• Rédacteur en chef : Anne-Constance Onghéna

Mail : aco.kwezi@gmail.com

• Rédacteur : Anthony Maltret

• Montage : Déborah Maréchal

• Adresse : Villa Batrolo, descente Sogéa - BP 258
97600 Mamoudzou

• Portable : 06 39 27 70 90

• Contact publicités : Sophie Huvet

Portable : 0639 69 12 10

Mail : shc.mayotte@gmail.com

sandrine.france.mayotte@gmail.com

• Contact annonces légales :

sandrine.france.mayotte@gmail.com

• Mail : patrick.millan976@gmail.com

• RCS Mayotte : N°14 921/2010

• CNIL N° : 1426774

• N°ISSN : 2108-6931

• Date de 1^{ère} parution : 10 mai 2010

• Périodicité : quotidien d'information générale

• Imprimeur : Imprimah - RN1Mayotte - 97600 Mamoudzou

• Immatriculation CPPAP : 0919 1 92453

Ce journal est dédié à Samuel Boscher

Le COROM remet les communes sur la bonne voie

GOUVERNANCE : LE COROM APORTE UNE AIDE AUX COMMUNES EN DIFFICULTÉ, MAIS IMPOSE UNE GESTION RIGOUREUSE ET DES RÉSULTATS PRÉCIS

Politique

Destiné aux collectivités ultramarines confrontées à des difficultés financières structurelles, le COROM associe une aide exceptionnelle de l'État à des engagements précis de redressement. Après Sada, Bouéni et Ouangani, Kani-Kéli rejoint ce dispositif avec une subvention de 900 000 euros répartie sur trois années et soumise à des résultats

Aider les communes ultramarines en difficulté sans leur délivrer un chèque en blanc : tel est le principe du contrat de redressement outre-mer, plus couramment appelé COROM. Ce dispositif associe une subvention exceptionnelle de l'État à un accompagnement technique renforcé. En contre-



partie, la collectivité doit suivre une trajectoire précise pour rétablir ses comptes.

Le contrat porte généralement sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale, l'amélioration des

recettes, la fiabilisation des bases fiscales ou encore la qualité des documents budgétaires. Il peut également imposer une programmation plus rigoureuse des investissements et une réduction des délais de paiement. Le versement de l'aide n'est pas automatique : chaque fraction reste conditionnée au respect des engagements pris par la commune.

À Mayotte, trois collectivités ont déjà signé un COROM. Sada a ouvert la voie en 2022, avant la signature d'un avenant en 2023. La commune a reçu 1,2 million d'euros en trois versements de 400 000 euros entre 2022 et 2024. Ayant respecté ses engagements, elle a bénéficié de l'intégralité de la subvention.

Bouéni a rejoint le dispositif en 2023, avec une aide identique de 1,2 million d'euros répartie sur trois ans. La dernière tranche a été versée en 2025. Ouangani a signé à son tour le 30 juin 2025. Son contrat prévoit notamment un travail sur l'adressage et les bases foncières pour accroître les recettes fiscales, ainsi qu'un encadrement des dépenses d'investissement. Retenues lors de la campagne 2026, Acoua et Kani-Kéli sont les premières communes mahoraises sélectionnées simul-

tanément au cours d'un même exercice. Le contrat d'Acoua doit être signé ultérieurement. Kani-Kéli devient donc la quatrième commune de Mayotte à entrer officiellement dans le dispositif.

Son COROM, conclu pour la période 2026-2028, prévoit une aide de 900 000 euros, versée en trois fractions annuelles de 300 000 euros. La commune devra contenir sa masse salariale, améliorer ses recettes, moderniser sa commande publique et limiter les nouveaux investissements aux opérations indispensables, notamment pour sécuriser ou remettre en état les équipements publics.

À partir de 2027, chaque nouveau projet devra être financé à au moins 80 % par des partenaires extérieurs. Le reste à charge communal sera plafonné à 20 % et aucun nouvel emprunt ne pourra être contracté. Un expert mobilisé par l'Agence française de développement accompagnera la collectivité dans les domaines des finances, de la fiscalité, des ressources humaines et de l'ingénierie de projets. Pour Kani-Kéli, l'enjeu est désormais de transformer cette aide exceptionnelle en redressement durable.

Anne-Constance Onghéna



**Cabinet
Accompagnement
Conseil
Assistance
Orientation**

NOS PRESTATIONS

- Gestion & transaction immobilière
- Rédaction d'actes
- Création, modification & et cessation d'entreprises (EI,SAS,SARL,SCI,SA...)
- Montage de dossiers de financement (prévisionnel d'activité & business plan)
- Formations dirigeants/Coaching
- Fiscalité personnelle/professionnelle & transmission du patrimoine
- Comptabilité & social, agrément DEAL, chorus pro, assurances décennales et RC

 **0639 26 70 07**

 **contact@cabinet-cacao.fr**

Aménagement

Miquelon déménage, Mayotte regarde vers la mer

OUTRE-MER : À MIQUELON, L'ÉTAT ACCOMPAGNE LE RECUIL FACE À LA MER. À MAYOTTE, LES QUARTIERS EXPOSÉS ATTENDENT UNE STRATÉGIE COMPARABLE

À Miquelon, village de 600 habitants menacé par l'érosion et la submersion marine, la relocalisation vers les hauteurs est désormais engagée. Un chantier au long cours, soutenu par l'État, qui résonne fortement à Mayotte, où le recul du trait de côte et les inondations frappent plusieurs quartiers, notamment à Acoua, mais aussi ailleurs sur l'île

À Miquelon, l'adaptation au changement climatique ne se limite plus aux études. Le village, construit à faible altitude et exposé aux tempêtes, à l'érosion côtière et aux submersions, commence à se déplacer vers des terrains plus élevés, à environ deux kilomètres du bourg actuel. Dimanche,



Emmanuel Macron a confirmé la deuxième phase du projet, destinée à ouvrir de nouvelles parcelles et à préparer les futurs équipements

publics.

Cette relocalisation n'est pas née de la seule visite présidentielle. Les inquiétudes remontent aux années 2000. Après deux fortes tempêtes en 2018, puis le passage de Fiona à proximité de l'archipel en 2022, le scénario du repli s'est imposé. Une concertation citoyenne a été lancée la même année, avant la signature, en 2023, d'une charte entre la commune, la Collectivité territoriale et l'État. Les travaux ont débuté en 2024. La première étape comprend quinze parcelles, un équipement refuge et une station d'épuration. Le déménagement demeure volontaire et le fonds Barnier peut financer le rachat des maisons exposées.

À 12 000 kilomètres de là, l'exemple interpelle Mayotte. Ici aussi, le trait de côte recule par endroits, tandis que l'urbanisation s'est massivement développée dans des espaces bas, en bord de mer ou près des ravines. Selon les services de l'État, 56 000 personnes vivaient déjà en zone d'aléa inondation en 2020, dont 36 % dans des logements précaires. L'artificialisation des sols et l'obstruction des écoulements aggrave cette vulnérabilité.

Acoua concentre plusieurs de ces menaces. La commune est couverte par un plan de prévention des risques naturels et son plan-guide recense des aléas de submersion marine, d'inondation, de stagnation des eaux, de mouvements de terrain et de chutes de blocs. Lors des fortes pluies, certains quartiers bas se retrouvent régulièrement sous l'eau. Ailleurs, de M'tsapéré à Kawéni, de Passamainty à Petite-Terre, la même question se pose : faut-il continuer à construire dans les secteurs les plus exposés ? Miquelon ne fournit pas une recette directement transposable. Mayotte compte une population bien plus importante, une forte pénurie foncière, de l'habitat informel et des terrains en hauteur eux-mêmes soumis aux glissements. Mais la méthode mérite réflexion : anticiper, cartographier, concerter, puis déplacer progressivement les logements et les équipements les plus vulnérables avant la catastrophe. Pourquoi Mayotte ne s'inspirerait-elle pas, elle aussi, de cette stratégie de long terme ?

Anne-Constance Onghéna

ANTSANITIA RESORT

Évadez-vous à Madagascar avec Antsanitia Resort.

-12%
AVEC LE CODE PROMO
KWEZIXANTSANITIA

J'en profite !

BESOIN DE MOBILITÉ
AU QUOTIDIEN ?

FRÉRO, TU CHERCHES
UN SCOOTER FIABLE,
STYLÉ ET AU MEILLEUR
PRIX ?

YA PAS PHOTO !
MAYOTTE SCOOT,
C'EST LA RÉFÉRENCE
À MAYOTTE !

QU'EST-CE QUI LES
RENDS SI TOP ?

REGARDE PLUTÔT :

- ✓ PRIX COMPÉTITIFS
- ✓ SAV AU TOP
- ✓ PIÈCES GARANTIES
- ✓ FINANCEMENT DISPONIBLE

WAOUH, C'EST
TOUT CE QU'IL ME FAUT !
J'ARRIVE CHEZ
MAYOTTE SCOOT !

AVEC **MAYOTTE SCOOT**,
ROULE LIBRE,
ROULE LOIN,
ROULE SEREIN !



Kisbee 50cc



Symphony 125



Jet 14 125



XP400 GT



MEILLEUR PRIX



GARANTIE 2 ANS



SAV & PIÈCES



ACCESSOIRES

**Mayotte
Scoot**
SCOOTERS



SYM



ROUTE DE LA GRANDE TRAVERSÉE,
IMMEUBLE CAF MAMOUDZOU



+262 639 27 42 42

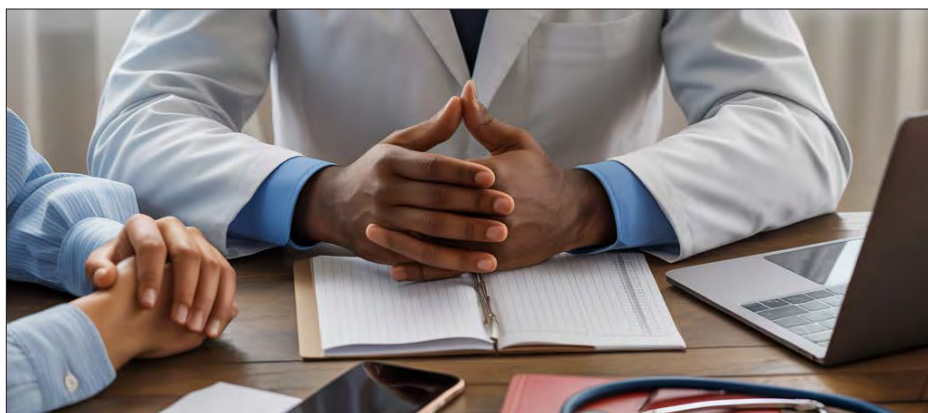


Santé

La CCSud rapproche les soins des habitants

ACCÈS AUX SOINS : À KANI-KÉLI, QUATRE PRATICIENS PROPOSENT ENFIN DES CONSULTATIONS MÉDICALES ET DENTAIRES AUX HABITANTS DU SUD

Deux généralistes et deux chirurgiens-dentistes doivent renforcer l'offre médicale du sud de Mayotte avec l'ouverture du centre de santé intercommunal Foundi Ali Malidi. Aménagé dans une ancienne école de Kani-Kéli, l'établissement doit rapprocher les soins des habitants, développer la prévention et mieux accompagner les publics vulnérables du Sud



Une ancienne école communale transformée en lieu de soins : le Centre de santé intercommunal Foundi Ali Malidi sera officiellement inauguré mardi 22 septembre à Kani-Kéli. Porté par la Communauté de communes du Sud et la commune, cet équipement

doit renforcer une offre médicale encore insuffisante et éviter aux habitants de longs déplacements pour accéder à une consultation.

Le centre réunira deux médecins généralistes et deux chirurgiens-dentistes. Il disposera d'équipements médicaux modernes et proposera éga-

lement des actions de prévention et de promotion de la santé. Un accompagnement spécifique est annoncé pour les personnes les plus vulnérables, souvent confrontées à des difficultés administratives, financières, linguistiques ou de mobilité qui retardent leur recours aux soins.

Cette ouverture intervient dans un contexte de forte tension médicale. Selon l'Insee, Mayotte comptait seulement 76 médecins généralistes et spécialistes pour 100 000 habitants au 1er janvier 2025. Ce chiffre illustre la faiblesse de l'offre face à une population nombreuse, jeune et en forte croissance. La concentration d'une grande partie des professionnels et des équipements autour de Mamoudzou oblige par ailleurs de nombreux habitants du Sud à parcourir plusieurs dizaines de kilomètres.

Dans ces conditions, une consultation peut nécessiter une journée entière, notamment lorsque les embouteillages s'ajoutent à l'absence de véhicule ou aux limites des transports collectifs. L'éloignement favorise le report des rendez-vous et peut conduire certains patients à attendre une aggravation de leur état avant de consulter. La présence de chirurgiens-dentistes répond également à des besoins importants dans un domaine où le suivi

régulier et la prévention restent difficiles.

Le nouvel établissement est mis en place et géré par l'association Unono, avec le soutien financier de l'Agence régionale de santé de Mayotte. La CCSUD, la commune de Kani-Kéli, la préfecture et l'ARS ont également participé à sa réalisation. Le choix de réhabiliter une ancienne école permet de redonner une fonction publique à un bâtiment existant tout en limitant les délais de création de l'équipement. Le centre porte le nom de Foundi Ali Malidi, présenté comme une figure locale de la transmission, du savoir et de la sagesse. Son inauguration marque une étape importante, mais son efficacité dépendra désormais de la présence durable des quatre praticiens annoncés, de l'amplitude des consultations et de la capacité à accueillir les patients de l'ensemble du Sud.

Dans un territoire marqué par la pénurie de soignants, ouvrir des locaux ne suffit pas. Le véritable enjeu sera de maintenir les équipes et d'inscrire ce centre dans la durée. Pour les habitants, cette proximité doit se traduire par des rendez-vous réellement accessibles et des soins obtenus plus rapidement.

Anne-Constance Onghéna

VOS CLIENTS SONT ICI...

...VOTRE PUBLICITÉ DOIT Y ÊTRE AUSSI !

06 39 69 71 00

À Longoni, EDM prépare ses futurs projets

GOUVERNANCE : LE CONSEIL DE SURVEILLANCE D'EDM S'EST RENDU SUR LES INSTALLATIONS POUR SUIVRE LES PROJETS EN COURS À MAYOTTE

Développement

Entre renouvellement de la concession, évolution de la direction, nouveaux moyens de production et renforcement du réseau, plusieurs dossiers importants attendent EDM. Son conseil de surveillance s'est rendu samedi à Longoni pour faire le point sur les projets en cours et à venir

EDM prépare les prochaines étapes de son développement, alors que les besoins énergétiques du territoire restent importants. Le conseil de surveillance d'EDM a consacré une journée aux principaux dossiers de l'entreprise, entre réunion de travail et visites des installations de Longoni. Echati Fifi Issa, présidente du conseil de surveillance et élue de l'Assemblée de Mayotte, a notamment participé à cette séquence. La matinée a permis d'aborder plusieurs dossiers structurants. Le renouvellement de la concession figure parmi les principaux enjeux, puisqu'il concerne directement la continuité du service public de l'électricité à Mayotte. Les moyens de production transitoires ont également été évoqués, tout comme le prochain changement à la direction générale. Raphaël Ruat doit quitter ses fonctions et son successeur doit prendre les siennes le 1er novembre 2026.



Après cette partie consacrée à la gouvernance, les membres du conseil de surveillance se sont rendus à la centrale de Longoni. « Nos réflexions stratégiques devaient nécessairement se poursuivre sur le terrain », explique Echati Fifi Issa. Ils ont visité Longoni 1 et Longoni 2, la salle de commande, les ateliers ainsi que plu-

sieurs équipements. La centrale principale dispose actuellement de six moteurs et contribue à alimenter en électricité plusieurs dizaines de milliers de logements. Cette visite a aussi permis aux membres du conseil de surveillance d'échanger directement avec les équipes chargées quotidiennement du fonctionnement et de l'entretien des installations.

Mais EDM regarde déjà plus loin. Le projet Longoni 3 doit notamment accompagner l'augmentation attendue de la demande en électricité sur le territoire. L'enjeu est important, puisque les capacités de production doivent évoluer avec les besoins des habitants, des entreprises et des futurs équipements, tout en maintenant la sécurité de

l'approvisionnement. Le développement de nouveaux moyens de production constitue ainsi l'un des dossiers importants des prochaines années. La visite s'est enfin poursuivie dans le village de Longoni, où des travaux de consolidation du réseau sont engagés après les dégâts provoqués par le cyclone Chido. Cette étape illustre les deux défis auxquels EDM doit répondre simultanément : réparer et renforcer les infrastructures existantes, tout en préparant les capacités de production nécessaires à l'avenir. La journée a ainsi permis aux membres du conseil de surveillance de mesurer directement l'avancement des différents projets suivis par EDM.

Anthony Maltret



France Services rapproche l'État du quotidien

ENGAGEMENT : À MAYOTTE, L'ÉCRIT ET LE NUMÉRIQUE ÉLOIGNENT ENCORE DES HABITANTS DE LEURS DROITS, FRANCE SERVICES DEVIENT INDISPENSABLE

Société

À Mayotte, les maisons France Services ne sont pas de simples guichets : elles rétablissent le lien entre les habitants et des administrations largement dématérialisées. Dans un territoire marqué par de grandes difficultés avec l'écrit, une maîtrise inégale du français et un accès encore compliqué au numérique, leur visibilité est essentielle ici !

À Mayotte, mieux faire connaître les maisons France Services constitue un véritable enjeu d'accès aux droits. La nouvelle campagne conçue par le service de la communication interministérielle de la préfecture doit permettre aux habitants d'identifier plus facilement les structures



proches de leur domicile et les accompagnements qu'ils peuvent y trouver. Une maison France Services est un guichet de proximité réunissant, dans un même lieu, plusieurs administrations et organismes publics. Des agents spécialement for-

més y accueillent les usagers, répondent à leurs questions et les accompagnent dans leurs démarches auprès des impôts, de l'Assurance maladie, de la CAF, de France Travail, de l'Assurance retraite, de La Poste, de la Justice ou encore de l'Agence nationale des titres sécurisés.

Il est ainsi possible d'être aidé pour déclarer ses revenus, demander une allocation, actualiser sa situation auprès de France Travail, préparer un dossier de retraite, refaire une carte grise ou utiliser un compte administratif en ligne. Les agents ne se substituent pas aux organismes concernés, mais ils permettent à l'usager de comprendre la procédure, de constituer son dossier et de franchir les obstacles numériques.

À Mayotte, cette présence humaine est particulièrement importante. L'enquête Information et vie quotidienne menée par l'Insee en 2012 montrait que 58 % des habitants âgés de 16 à 64 ans éprouaient de grandes difficultés à l'écrit en français. Cette donnée, ancienne mais toujours révélatrice de l'ampleur du défi, doit être complétée par une réalité quotidienne : une partie de la population maîtrise difficilement le français, tandis que de nombreux usagers restent peu familiers des ordinateurs, des pla-

teformes administratives, des identifiants numériques ou de la transmission de documents dématérialisés.

Or les démarches publiques basculent toujours davantage sur Internet. Sans accompagnement, une demande d'aide sociale, un renouvellement de document ou une simple déclaration peuvent devenir un parcours décourageant. A cela s'ajoutent les déplacements parfois longs et coûteux sur une île marquée par les embouteillages et une offre de transport encore limitée.

La communication autour de France Services ne relève donc pas d'une simple opération institutionnelle. Elle doit indiquer clairement où se trouvent les guichets, ce qu'ils proposent, et comment les solliciter, avec des supports compréhensibles et adaptés aux langues parlées sur le territoire. Rendre ces structures visibles, c'est réduire les déplacements inutiles, éviter les dossiers incomplets et empêcher que des habitants renoncent à leurs droits. A Mayotte plus qu'ailleurs, rapprocher les services publics ne signifie pas seulement ouvrir un guichet : cela consiste à remettre un interlocuteur humain entre l'administration numérique et l'usager.

Anne-Constance Onghéna



RENTREE SCOLAIRE 2026 • MAYOTTE

TU VISAI UN BUS.

TU POUVAIS TUER UN ENFANT.

UN CAILLOU NE BRISE PAS QU'UNE VITRE. IL PEUT BRISE UNE VIE.

STOP AUX CAILLASSAGES.

PROTÉGEONS NOS ENFANTS. PROTÉGEONS L'ÉCOLE.

La CADEMA nettoie les ravines avant les pluies

NATURE : POUR ÉVITER LES INONDATIONS, CHAQUE RAVINE DÉGAGÉE PEUT EMPÊCHER LES PLUIES DE SE TRANSFORMER EN NOUVELLE CATASTROPHE



À l'approche de la saison des pluies, la CADEMA engage le curage des ravines et des ouvrages hydrauliques. En retirant boues, gravats, pneus et déchets, l'agglomération veut préserver l'écoulement des eaux et réduire les inondations. Une prévention indispensable après les pluies torrentielles apportées par Dikeledi en janvier 2025 sur le territoire

À quelques semaines de la saison des pluies, la Communauté d'agglomération Dembéné-Mamoudzou lance des opérations préventives de curage des ravines et des ouvrages hydrauliques. Ces interventions doivent libérer



les passages obstrués par la boue, les végétaux, les gravats et les déchets afin de permettre l'écoulement des eaux.

Le curage constitue un outil essentiel de prévention des inondations. Lors de pluies intenses, les ravines collectent rapidement les eaux dévalant des reliefs. Lorsqu'elles sont dégagées, elles les conduisent vers l'aval. Lorsqu'elles sont encombrées, leur capacité diminue et des bouchons peuvent se former au niveau des buses, des ponts ou des caniveaux. L'eau déborde alors vers les routes, les habitations et les équipements publics. À Mayotte, ce risque est renforcé par la densité de l'habitat, l'imperméabilisation des sols et l'occupation de secteurs proches des cours d'eau. Les dé-

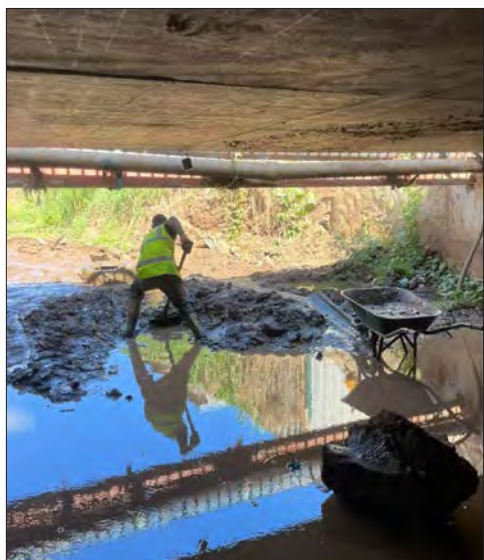
pôts sauvages aggravent encore la situation. Pneus, tôles, sacs-poubelles, appareils ménagers ou gravats peuvent être emportés dès les premières pluies et bloquer un ouvrage situé plusieurs centaines de mètres plus bas. Un déchet abandonné dans une ravine devient ainsi un danger pour tout un quartier.

Le passage de Dikeledi, le 12 janvier 2025, avait rappelé brutalement cette vulnérabilité, principalement dans le sud. En 2026 peu avant les municipales, un autre épisode pluvieux avait provoqué des inondations sur le territoire de la CADEMA. Des routes, des écoles et des habitations avaient été inondées, tandis que des coulées de boue et des glissements de terrain étaient redoutés.

Le nettoyage engagé par la CADEMA ne peut toutefois régler seul le problème. Les ouvrages doivent être entretenus régulièrement, notamment après chaque épisode pluvieux, et les zones d'écoulement doivent rester libres. La collectivité appelle donc les habitants à utiliser les dispositifs de collecte et à signaler les dépôts sauvages sur son site Internet.

À la veille des fortes pluies, la prévention repose autant sur l'entretien des ouvrages que sur le civisme. Curée aujourd'hui, une ravine peut de nouveau être obstruée demain. La sécurité des quartiers dépend donc aussi de ce qui n'y sera pas jeté.

Anne-Constance Onghéna



IBIS

Le lieu incontournable de votre rentrée
Votre journée professionnelle commence ici.



SÉJOURNER

Chambres confortables
pour vos déplacements
professionnels.



DÉJEUNER

Votre pause déjeuner
dans un cadre
agréable.



SE RÉUNIR

Des espaces adaptés
à vos réunions, séminaires
et colloques.



CÉLÉBRER

Un lieu pour vos
événements professionnels
ou privés.



SE CONNECTER

Profitez d'un accès
Wi-Fi haut débit

nautilus



L'expérience IBIS.
Plus qu'un lieu, une énergie



EDEN Beach 

Reservez dès maintenant



Réservation :
0269 80 01 31



Pamandzi, Mayotte
À deux pas de l'aéroport

Le ramassage bute sur le devenir des détrit

ENVIRONNEMENT : UNE OPÉRATION DE NETTOYAGE À ICONI RÉVÈLE LES LIMITES DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES DÉCHETS AUX COMORES

Comores

Nettoyer la plage ne suffit pas lorsque personne ne sait où déposer ce qui a été ramassé. À Iconi, une mobilisation organisée dimanche a mis en lumière les difficultés liées à la gestion des déchets. Associations, habitants et pêcheurs ont débarrassé le littoral de ses détrit

Selon RFI, l'opération s'est déroulée dimanche 20 septembre sur la plage d'Ikoju Ibambouba, à Iconi, près de Moroni. Des représentants du ministère de l'Environnement ont participé à cette mobilisation aux côtés des habitants et des associations. Des bouteilles en plastique, des tissus

et de la ferraille figuraient parmi les déchets à enlever. L'obstacle est apparu après le ramassage. Mhoma Mnahoula Saindou, secrétaire général de l'Union des jeunes de Mtsamboutsini, explique que des discussions sont engagées avec les autorités pour identifier des lieux de dépôt. La bonne volonté des bénévoles ne peut remplacer cette organisation.

Pour Salima Hamada, coordinatrice d'un projet d'adaptation fondée sur les écosystèmes, le problème concerne toute la chaîne. Certaines communes ont engagé des initiatives, mais la collecte reste insuffisante, tandis que le stockage et le traitement demeurent incomplets. Les détrit



ainsi revenir malgré les nettoyages.

Un cadre national existe pourtant. Le PNUD rappelle qu'une stratégie de gestion durable des déchets a été validée en avril 2025, avec un travail sur des plans partagés entre les communes. L'objectif est de mieux coordonner les moyens et de réduire les coûts de collecte et de traitement, au-delà des seules jour-

nées de mobilisation.

À Iconi, la coopérative des pêcheurs récupère les plastiques destinés à une entreprise de recyclage. Les autres déchets ne disposent pas de filière prévue dans ce dispositif. Ceux ramassés lors de cette opération ont finalement été transportés à la décharge d'Itsundzu, à plusieurs kilomètres.

Anthoumane Saïd

**BIENTÔT
SUR KTV**

Agir Pour *saison 7*
l'Environnement
Moi j'y crois

La seule émission entièrement
consacrée à la protection de
l'environnement de Mayotte

tous les mercredis à 19h30

Co-produit par Bazari productions et Kwezi TV


**ACADÉMIE
DE MAYOTTE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**PRÉFET
DE MAYOTTE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les lingots retrouvent le chemin des contrôles

MINES : MADAGASCAR RELANCE LES EXPORTATIONS LÉGALES D'OR AVEC DES OBLIGATIONS RENFORCÉES POUR LES ENTREPRISES AGRÉÉES



Le circuit officiel de l'or redémarre à Madagascar après plusieurs mois d'arrêt. Deux entreprises ont présenté leurs premiers lots au guichet unique d'Ivato samedi. Cette reprise

doit ramener davantage de métal dans les échanges déclarés, avec des contrôles et une obligation de vente à la Banque centrale pour les opérateurs

Selon Madagascar-Tribune, trois lingots représentant environ 2,60 kg ont franchi les procédures du guichet unique d'exportation d'Ivato le 19 septembre. Les opérations ont été engagées par deux entreprises titulaires d'un agrément de comptoir. La reprise reste réservée à ces opérateurs autorisés, soumis à un cahier des charges.

Le guichet rassemble les services chargés de vérifier le métal et ses documents, notamment les Mines, la Douane, le Trésor et les organismes de contrôle. Le laboratoire mesure le poids et la qualité de l'or avant son marquage. Un nouveau contrôle est effectué à l'aéroport avant l'embarquement.

Cette réouverture succède à plusieurs interruptions du circuit légal depuis 2020, sur fond de trafic et de difficultés à faire revenir les devises dans le pays. Après une reprise en 2024, les exportations avaient de nouveau été suspendues. Les autorités tentent donc de remettre en activité un secteur régulièrement à l'arrêt.

D'après les déclarations du ministre des Mines, Carl Andriamparany, rapportées par Newsmada, les opérations doivent monter en puissance cette

semaine. Les entreprises sont également tenues de céder une partie de l'or collecté à la Banque centrale. Madagascar-Tribune précise que la quantité à lui vendre doit être équivalente à celle destinée à l'exportation.

Le gouvernement n'attend pas l'achèvement du projet de raffinerie nationale pour autoriser cette reprise. Le ministre indique que l'or actuellement expédié présente une pureté d'environ 96 %, contre un objectif de 99 % après raffinage. Cette installation doit permettre de mieux valoriser le métal avant son départ.

Le retour au circuit officiel se joue aussi sur la forme des cargaisons. Le métal doit être présenté sous forme de lingots pour quitter légalement le territoire. Les vérifications du laboratoire et le marquage servent à identifier précisément l'or autorisé à être exporté.

La relance intervient une semaine après l'interception de près de 6 kg d'or à Ivato dans une affaire de sortie clandestine. Au-delà des premiers lots déclarés, le défi reste de faire passer davantage d'or par les contrôles officiels plutôt que par les réseaux de contrebande.

Anthoumane Saïd

FRANCE MAYOTTE

LE QUOTIDIEN D'INFORMATION DE MAYOTTE MATIN

Soyez les premiers informés !

RECEVEZ LE JOURNAL CHAQUE MATIN AVANT 5H !

VOTRE ABONNEMENT À L'INFO QUI COMPTE

Chaque jour, toute l'actualité de Mayotte et de l'Océan Indien : politique, économie, société, éducation, environnement, culture, sport et bien plus encore...

- TOUS LES JOURS AVANT 5H**
Recevez votre journal chaque matin directement dans votre boîte mail.
- LES PREMIERS INFORMÉS**
Une information fiable, vérifiée et sourcée avant tout le monde.
- 100% MAYOTTE & Océan Indien**
L'essentiel de l'actualité locale, régionale et internationale qui vous concerne.
- SÉCURISÉ & CONFIDENTIEL**
Vos données sont protégées.

ABONNEMENT INDIVIDUEL

200€ / AN

Recevez tous les jours votre journal dans votre boîte mail.

TARIFS PRÉFÉRENTIELS POUR LES ENTREPRISES

Plusieurs adresses ? Des offres adaptées à vos besoins. **CONTACTEZ-NOUS POUR UN DEVIS PERSONNALISÉ !**

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM / PRÉNOM : _____

SOCIÉTÉ (si applicable) : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____ EMAIL (obligatoire) : _____

FORMULE CHOISIE

☐ INDIVIDUEL 200 € / an

☐ ENTREPRISE (Plusieurs adresses) Tarifs préférentiels

Nombre d'adresses souhaitées : _____

Abonnez-vous dès aujourd'hui !

- ✓ Tous les jours
- ✓ Avant 5h du matin
- ✓ Dans votre boîte mail
- ✓ Partout, tout le temps

NE MANQUEZ PLUS RIEN DE MAYOTTE !

L'info en temps réel, partout, tout le temps.

RENVOYEZ VOTRE BULLETIN À : sandrine.france.mayotte@gmail.com

OU ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR **LINFOKWEZI.FR**

Une voix du pouvoir demande des explications

POLITIQUE : SALIM HAFI INTERROGE L'ORIGINE DE FONDS VERSÉS À LA CRC ET ÉVOQUE DES TRANSFERTS VERS DES COMPTES PERSONNELS

Comores

Une nouvelle contestation vient de l'intérieur de la Convention pour le renouveau des Comores. L'ancien ministre Mahamoud Salim Hafi réclame des explications sur certaines opérations bancaires qu'il attribue au parti. Il s'appuie sur un document présenté lors d'un entretien, dont l'authenticité et la portée restent à établir.

Selon Comores Infos, Salim Hafi a présenté au journaliste Oubeidillah Mchangama ce qu'il décrit comme le relevé d'un compte de la CRC à Exim Bank. Il affirme qu'une somme importante y a été versée, puis que des transferts ont été effectués vers des comptes personnels appartenant à des personnes liées au parti.

L'ancien ministre demande publiquement d'où proviennent ces fonds et à quoi correspondent les virements qu'il évoque. Aucun montant précis ni justificatif permettant de qualifier ces opérations n'est fourni dans l'article. Le document présenté et son interprétation ne suffisent donc pas à établir une irrégularité.

La prise de parole émane d'un ancien responsable du camp présidentiel et non d'un adversaire extérieur à la CRC. Salim Hafi a été ministre de l'Éducation nationale et directeur général de l'ORTC. Il avait également été nommé secrétaire général adjoint du gouvernement en juillet 2024. En juillet, il avait déjà affirmé que 14 ministres sur 15 avaient alerté le

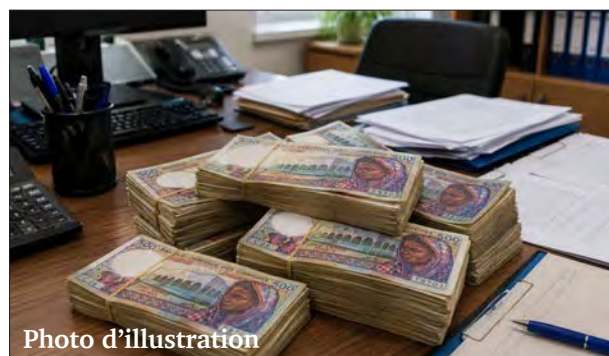


Photo d'illustration

président sur le fonctionnement du secrétariat général du gouvernement. Le gouvernement avait démenti cette démarche collective et lui avait demandé des preuves. Cette précédente polémique portait sur la direction de l'exécutif et non sur le relevé bancaire aujourd'hui présenté. Ses critiques n'ont pas commencé avec cet en-

retien. HabarizaComores rapportait, dès juillet 2026, sa demande de vérification de la gestion financière du parti et ses désaccords avec la direction. Cette fois, il place au centre du débat l'origine des fonds et la justification des mouvements qu'il affirme avoir identifiés.

Anthoumane Saïd

JOURNÉE MONDIALE DE LA CONTRACEPTION

“ Et si on parlait contraception ensemble ! ”



26 SEPTEMBRE 2026

Semaine de la contraception à Mayotte Du 21 au 26 septembre 2026

Le Réseau Périnatal de Mayotte et ses partenaires annoncent le lancement de la Semaine de la contraception.

Objectif : Informer et sensibiliser la population, et en particulier les jeunes, autour de la santé sexuelle et de la prévention des grossesses précoces.

Au programme :

- 21 septembre : forum contraception au collège Zéna Mdéré.
- Le 22 septembre : Atelier contraception à Passamainty.
- Le 24 septembre : Atelier contraception avec les parents à Combanî.
- le 26 septembre : Village santé à la place congrès de Pamandzi avec les différents partenaires.

Retrouvez le programme complet sur le site internet du Réseau de santé.

Les machines prennent leur place dans les champs

AGRICULTURE : L'ÉTAT MALGACHE REMET DES TRACTEURS ET DES SEMENCES À ANTSIRABE POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

Des tracteurs, des semences et des engrais ont été remis samedi à Antsirabe pour renforcer la production agricole. Le chef de l'État malgache veut réduire la dépendance aux importations, notamment de riz. L'appui annoncé associe la mécanisation des cultures et l'accompagnement des producteurs, avec une extension à d'autres régions

Selon L'Express de Madagascar, 11 tracteurs équipés de charrues, de semoirs et de remorques ont été remis le 19 septembre en présence du colonel Michaël Randrianirina. Ces matériels doivent permettre de travailler davantage de terres, d'améliorer les rendements et de réduire la pé-

nibilité des travaux agricoles.

L'appui comprend aussi des semences améliorées de riz et de maïs ainsi que des engrais destinés à plus de 200 agriculteurs d'Antsirabe. Des vélos et des sacs à dos sont prévus pour les paysans-relais chargés d'accompagner les producteurs. Des bâches doivent faciliter le séchage des récoltes et limiter les pertes.

Le chef de l'État place le riz au cœur de cette orientation. Il souhaite augmenter la production nationale pour réduire les achats à l'étranger, puis dégager des excédents exportables. Il présente ce soutien comme un changement de priorité après plusieurs mois consacrés aux urgences liées à l'eau, à l'électricité et aux routes.



« Avec un secteur agricole fort, l'État sera fort », a déclaré Michaël Randrianirina devant les producteurs. Son ambition dépasse la seule fourniture de matériel. Il veut faire de l'agriculture une activité génératrice d'emplois et de revenus, capable de produire au-delà des besoins immédiats des exploitants.

Le programme de mécanisation doit également

concerner d'autres régions, dont Melaky, Analamanga, Itasy et Anosy. En ajoutant les équipements des opérateurs privés, les autorités visent environ 11 000 hectares travaillés chaque année. Ce volume reste un objectif annoncé et non une superficie déjà cultivée grâce aux nouveaux tracteurs.

Anthoumane Saïd

KWEZI TV

KWEZI FM

VOTRE MATINALE

L'INFO QUI NOUS RAPPROCHE

TOUS LES MATINS

6H À 8H



PRÉSENTÉE PAR

ANNE CONSTANCE ONGHENA

Votre rendez-vous info !



INFOS



DÉBATS



SOCIÉTÉ



ÉCONOMIE



MÉTÉO

Horoscope de Mayotte

Bélier. 21mars-19avril :

Essayez de vous adapter aux subtilités relationnelles propres aux échanges mahorais.

Taureau. 20avril-20mai :

Votre grand défi réside, comme d'habitude, dans votre capacité à lâcher prise sur le plan financier. Les stratégies d'économie ne manquent pas.

Gémeaux. 21mai-21juin :

Il vous faudra faire quelques concessions pour que votre relation amoureuse ne se transforme pas en bras de fer

Cancer. 22juin-22juillet:

Si vous profitez de la position sage et retenue de Saturne pour structurer votre santé, vous serez en mesure de bâtir un équilibre corporel durable à Mayotte.

Lion. 23juillet-22août :

La satisfaction des efforts fournis, des habitudes saines tenues, des besoins corporels respectés, sera au rendez-vous aujourd'hui.

Vierge. 23août-22septembre :

L'opposition du Soleil mahorais à votre signe natal va probablement bousculer quelques-unes de vos certitudes financières et ce sera tant mieux !

Balance. 23septembre-23octobre :

Un petit parfum de renouveau flotte dans l'air, Mayotte mettra de belles ressources sur votre route.

Scorpion. 24octobre-22novembre :

Porté par le souffle du lagon, vous vous sentez en totale confiance dans vos choix de carrière.

Sagittaire. 23Nov-22décembre :

Projet après projet, vous portez haut les couleurs de votre ambition créative. Vous vous sentez investi par une énergie nouvelle et débordante.

Capricorne. 23Dec-20janvier :

Vous êtes enfin prêt à tourner la page sur certaines rancunes et vous investir pleinement à Mayotte.

Verseau. 21janvier-19février :

Terminé les hésitations, les doutes paralysants, vous êtes tourné vers l'avenir affectif. Vous rayonnez. Et rien, pas même les tensions de l'île ne vous freinent.

Poisson. 20février-20mars :

Cette semaine vous allez être en bonne posture pour prendre soin de vous et mener à bien une démarche de bien-être d'envergure.



Réalisé par Cartomancie 976 : <https://cartomancie976.wordpress.com>



Cabinet de médecines douces de Mayotte

Renforcer le fonctionnement collectif et les ressources humaines

- Cohésion d'équipe et relations de travail
- Communication professionnelle et posture relationnelle
- Gestion des conflits et tensions internes
- Dynamique de groupe et coopération
- Motivation et engagement au travail
- Accompagnement du changement organisationnel



 06 39 05 57 49

Interventions adaptées aux réalités du terrain et des équipes

lucas.frenehard.976@gmail.com

<https://sophrologienaturopathie976.wordpress.com/>

Lucas frénehard - Praticien bien-être - SIRET : 921 987 921 00019

La photo du jour



Quelques mois après son installation, la digue anti-érosion de Petit Moya a presque entièrement disparu, emportée par la mer. Si l'urgence imposait d'agir, cet échec interroge : combien l'opération a-t-elle coûté et quelle solution permettra désormais de protéger durablement cette plage et la falaise ?

Vue d'ailleurs



Ségolène Royal a qualifié Raphaël Glucksmann de « stagiaire », estimant que son inexpérience le disqualifiait pour l'Élysée. Le leader de Place publique lui a répondu en évoquant les postes qu'elle aurait « quémandés » et regrette d'être sa première cible alors que « l'extrême droite est aux portes de l'Élysée »

L'INFO KWEZI .FR

L'INFO EN **TEMPS RÉEL**, PARTOUT, TOUT LE TEMPS

VOTRE ACTUALITÉ EN CONTINU

LinfoKwezi.fr, c'est l'info en temps réel sur Mayotte et l'océan Indien : faits divers, politique, économie, société, culture, sport... Restez connectés à ce qui compte vraiment.



EN TEMPS RÉEL
L'actualité mise à jour 24h/24 et 7j/7



PARTOUT
Sur tous vos écrans : mobile, tablette, ordinateur



ALERTES INFO
Les infos essentielles en priorité



PROXIMITÉ
Une rédaction locale au plus près du terrain

ÉCONOMIE

Des députés au chevet de l'avenir des Outre-mers

PAGE 3

SANTÉ

Une semaine pour faire le point avec des professionnels

PAGE 4

RÉGIONALES 2028

Dans les starting-blocks pour les élections de 2028

PAGE 1



S'INFORMER, COMPRENDRE, PARTAGER.



CONTACTEZ-NOUS
pubkwezi@gmail.com



ARTICLES & ENQUÊTES



VIDÉOS & PHOTOS



ALERTES INFO



RÉSEAUX SOCIAUX

SUIVEZ-NOUS



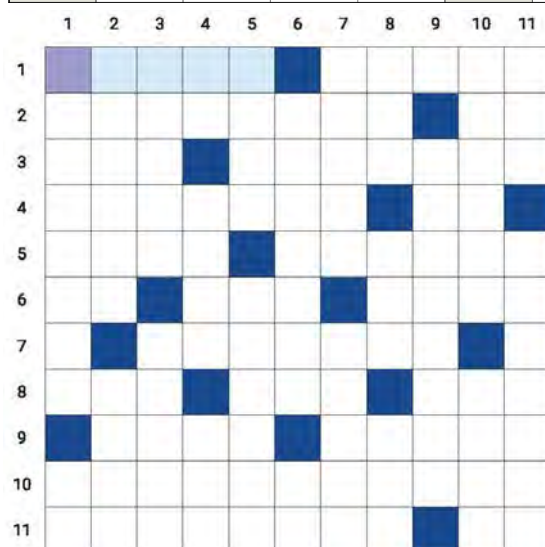
linfokwezi.fr

Jeux

PARQUAIT DÉTÉR- MINANT POSSÈS- SIF		L'ARGENT DU PEUPLE		COQUELU- CHE DES JEUNES STÉ- RILISÉES		C'EST UNE GROUPIE QU'ON N'ATTEN- DAIT PLUS		S'ÉLÈVE AU- DESSUS DU SOL
		DISPOSÉ SELON UN RAYON						
REFLÉ- CHIT		RÉPARÉ						
POURSUIT SANS RELÂCHE								
							ÉTOILE DE MER	
FIN DE VERBE			FIS PRESSION					
VIVANT EXISTANT			RÉVOLTE ENFAN- TINE					
				HEP LÀ !				
				MÉPRI- SABLE				
IL EST PARFOIS DESO- PILANT	CRÉ- DULITÉ							
	PREMIER HOMME							
			MOT ROYAL					COURS DE GYMNA- COLLÈGE
			APPEL					
PERD DE LA VITESSE								
CECI OU CELA								
		S'EXPRIME TEL UN CERVIDÉ				ADRESSE INFORMA- TIQUE		
CÉRÉALE À GRAINS JAUNES				CALES QUI DOIVENT LEUR NOM À LEUR FORME				

			7	8	2	9		
4		5		3		7	2	
		7		4	6		1	3
3	1	9						8
			6	2	8			
8						4	5	7
5	2		8	9		6		
	7	3		6		5		1
		8	1	5	7			

		6					8	4
1	3	2			7	6		9
			2	5				
			5		3		2	
3	2	9				8	7	5
	1		7		9			
			7	8				
7		3	4			1	6	8
6	9					7		



Horizontal

1. Château au crocodile. Coup de vent. 2. Faite d'un mélange varié. Mis en mouvement. 3. Il va bon train. Oiseaux des îles. 4. Communique un virus. Petit extraterrestre. 5. Cette chose-là. Niveaux de maison. 6. Une en 21. Bouche-trou. Tour d'Italie. 7. As pour conséquence, engendres. 8. Il mena l'Arche. Va marcher. Poudre de chêne. 9. Fait une fin. Mise en circulation. 10. Il peut être sanguin ou bancaire. 11. Effleurée de la main. Mot de diplôme.

Vertical

1. Professionnel qui travaille à l'œil. Place du chef. 2. Sont portés sur le sexe. Colora en brun. 3. Départ du nid. Avoir froid. 4. Dieu au disque. Mis d'aplomb. Cri espagnol. 5. On le recharge. Éléments simples. 6. Respirer avec gêne. Par opposition à. 7. Arbrisseau. En poudre. 8. Imita le cerf. Il donne des rides. Vide intérieur. 9. Grand livre. 10. Chercher à égaliser. Arbre. 11. Sans effets. Petits poèmes.

A	C	C	R	E	D	I	T	E	M	R
S	U	I	N	T	E	R	U	N	E	T
A	R	R	E	H	C	I	F	N	T	F
T	R	E	A	R	H	A	I	N	P	A
E	A	Q	G	B	U	P	A	S	R	C
T	P	T	L	U	A	Y	T	O	O	O
S	L	L	O	R	O	T	I	P	B	N
I	A	Y	U	M	I	B	T	O	I	N
R	T	D	R	C	E	M	R	R	T	A
U	I	A	D	U	H	E	E	P	E	G
P	L	L	E	X	U	E	R	I	C	E

ACCREDITE

ATOME

BOUGER

CIREUX

DECHU

EMIR

EPLUCHE

FACONNAGE

FICHER

LADY

LARMOYANT

LOURDE

PROBITE

PROPOS

PURISTE

RABATTRE

RAPINER

RAPLATI

SUINTER

TENU

TITRER

Précision pratique

Pour jouer aux mots fléchés ou au Sudoku présents sur cette page, il convient de télécharger l'application Acrobat Reader (version gratuite) et d'utiliser le mode crayon de la plateforme qui permettra de remplir les cases souhaitées.



LA MATINALE

L'INFO, LE DÉBAT, VOTRE VIE !

EN DIRECT
DU LUNDI AU VENDREDI

 **6H – 8H**



L'INFO LOCALE
EN TEMPS RÉEL



DÉBATS & POINTS DE VUE
DE TOUS HORIZONS



PROXIMITÉ & ÉCOUTE
100% MAYOTTE, 100% VOUS

RÉVEILLENZ-VOUS
AVEC *MAYOTTE* !



KWEZI TV
Votre télé 100% Mayotte



KWEZI FM
Votre radio 100% Mayotte

